



CAPD du 3 septembre 2014

Déclaration du SE-UNSA

Monsieur le Directeur Académique,

En préambule à sa déclaration préalable, le SE-Unsa 71 vous souhaite la bienvenue ainsi qu'à Me NOEL, votre adjointe sans oublier les inspecteurs nouvellement nommés dans le département avant de passer, sans transition, aux différents points que nous désirons évoquer :

La démission du gouvernement de Manuel Valls nommé il y a cinq mois, suite à l'émergence de désaccords politiques importants, entraîne la nomination d'un troisième ministre de l'Education nationale alors que la première qualité pour diriger ce ministère devrait être la constance. L'espoir levé par les grandes ambitions de la Refondation ne cesse d'être malmené.

Comment donner sens à la priorité présidentielle donnée à l'Ecole dans de telles conditions ?

En cinq mois, Benoît Hamon qui se voulait un usineur des réformes engendrées par la loi d'orientation aura surtout été un démineur comme on l'a vu avec son décret sur les rythmes ou encore son habile recul sur l'ABCD de l'égalité. Pour le reste, il aura poursuivi le travail engagé par son prédécesseur sur les dossiers corpo comme sur les questions plus éducatives. La seule initiative qu'il aura su prendre dans ce laps de temps est celle qui concerne l'évaluation des élèves, un vrai sujet en effet, à traiter en même temps que la Refondation, le travail sur le socle et les programmes.

La nouvelle ministre devra donc donner d'importantes garanties : sur les moyens avec le maintien de la création des 60 000 postes prévus, mais aussi sur le plan pédagogique.

Au SE-Unsa nous exigeons la reprise d'une Refondation tant attendue et indispensable. A mi-mandat, la poursuite d'une priorité présidentielle à l'Education n'aura de réalité qu'avec de la cohérence et de la constance. En effet, même si beaucoup de dossiers concrets ont été ouverts, sont en cours de traitement et marquent de réels progrès par rapport à la situation antérieure, les personnels ne perçoivent toujours pas d'évolutions notables dans ce que devrait être la refondation de leur métier. Ils se perçoivent toujours comme mal aimés, non reconnus dans leur professionnalité y compris, parfois, par une hiérarchie ressentie comme omniprésente et envahissante. C'est ce que montre très clairement l'enquête que le SE-Unsa a conduite auprès de la profession au cours de ces six derniers mois.

Notre enquête est précise : elle démontre que les enseignants et personnels d'éducation sont des professionnels dynamiques, investis dans leurs missions et mobilisés par leur

métier. En revanche, la représentation sociale de leur métier, l'absence de reconnaissance à la fois financière et sociétale, vécue comme un déclassement, et un cadre professionnel trop rigide pèsent lourdement sur l'exercice de ce métier qu'ils aiment et qui impacte de façon lourde leur vie personnelle.

Au-delà des questions techniques liées à chaque rentrée, c'est le décalage persistant entre une profession qui a envie de bien faire, qui est dynamique, préoccupée par les progrès de ses élèves et une réponse politique toujours inexistante qui est, pour le SE-Unsa, le fait marquant de cette rentrée.

C'est la conception même du métier d'enseignant qui est en jeu. Une conception qui doit laisser place à plus de liberté, d'autonomie, de libre arbitre et de confiance de la part de l'institution et qui doit faire aussi de réels progrès en matière de GRH.

Pour le SE-Unsa

Marianne GILLER, Philippe CHOQUET, Myriam PEUTOT, Nicole MELINE